



联合国
粮食及
农业组织

Food and Agriculture
Organization of the
United Nations

Organisation des Nations
Unies pour l'alimentation
et l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная организация
Объединенных Наций

Organización de las
Naciones Unidas para la
Alimentación y la Agricultura

منظمة
الغذية والزراعة
للأمم المتحدة

F

CONFÉRENCE

Quarante-deuxième session

2021

Rapport intérimaire sur l'Examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies

Résumé

L'Examen quadriennal complet est le mécanisme par lequel l'Assemblée générale des Nations Unies arrête, «à l'échelle du système, les grandes orientations stratégiques et les modalités opérationnelles de la coopération pour le développement et, à l'échelle des pays, les modalités du système des Nations Unies pour le développement».

En décembre 2020, l'Assemblée générale a approuvé une nouvelle résolution (75/233) sur l'Examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies, qui prolonge les travaux entrepris au titre de la précédente résolution (71/243) adoptée en 2016 afin de rendre le système des Nations Unies pour le développement efficace, efficient et cohérent. En mai 2018, l'Assemblée générale a également approuvé la résolution 72/279, intitulée «Repositionnement du système des Nations Unies pour le développement dans le cadre de l'Examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies».

La Conférence de la FAO a invité le Directeur général à prendre des mesures pour mettre en œuvre les résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies concernant l'Examen quadriennal complet. Le présent document est le huitième rapport intérimaire soumis à la Conférence. Il concerne: a) le financement des activités opérationnelles en faveur du développement; b) l'efficacité, l'efficacités et la participation de la FAO aux mécanismes de coordination du système des Nations Unies; c) d'autres domaines d'intérêt de la FAO et d) les évolutions récentes.

Le présent rapport met l'accent sur la mise en œuvre de l'Examen quadriennal complet de 2016, tout en présentant les premières tendances liées à la mise en application de celui de 2020.

Suite que la Conférence est invitée à donner

La Conférence est invitée à prendre note des progrès réalisés par la FAO concernant la mise en œuvre de la résolution relative à l'Examen quadriennal complet.

Pour toute question relative au contenu du présent document, prière de s'adresser à:

M^{me} Beth Bechdol
Directrice générale adjointe
Beth.Bechdol@fao.org

I. Introduction

1. L'Examen quadriennal complet est le principal instrument de politique générale dont dispose l'Assemblée générale pour définir la façon dont le système des Nations Unies pour le développement aide les pays dans leurs efforts de développement. Les résolutions de l'Assemblée générale relatives à l'Examen complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies, publiées en 2004, 2007, 2012, 2016 et 2020¹, sont de nature cumulative. En décembre 2020, l'Assemblée générale a adopté une nouvelle résolution (75/233) sur l'Examen quadriennal complet. La résolution s'appuie sur les négociations intergouvernementales approfondies qui ont eu lieu sur le positionnement à plus long terme du système des Nations Unies pour le développement et met l'accent, comme jamais auparavant, sur l'aide apportée aux membres pour accélérer leur progression vers les objectifs de développement durable (ODD).

2. Les résolutions 13/2005 et 2/2007 de la Conférence de la FAO invitaient le Directeur général à prendre les mesures nécessaires pour la mise en œuvre de ces résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies. La Conférence a examiné les rapports intérimaires à ses sessions ordinaires en 2007, 2009, 2011, 2013, 2015, 2017 et 2019². Le présent rapport couvre les principales étapes et réalisations de la FAO concernant la mise en œuvre de l'Examen quadriennal complet pendant la période courant **de juin 2019 à juin 2021**.

3. Au cours de la période couverte par le rapport, la FAO a introduit un ensemble de changements transformationnels de grande envergure, sous la forme d'ajustements programmatiques, managériaux et structurels, afin de faire en sorte que l'Organisation soit adaptée à ses objectifs, moderne, inclusive, agile, tout en préservant ses capacités techniques, et prête à relever les défis décrits par l'Examen quadriennal complet. La FAO a aligné sa vision et ses activités sur le Programme de développement durable à l'horizon 2030 (ci-après le Programme 2030) et les ODD. La transition vers des systèmes agroalimentaires PLUS efficaces, PLUS inclusifs, PLUS résilients et PLUS durables qui permettent d'apporter des améliorations en matière de production, de nutrition, d'environnement et de conditions de vie, en ne laissant personne de côté, est au cœur du nouveau Cadre stratégique 2022-2031 de la FAO. Enfin, le rapport comprend également une brève section à la fin du document soulignant les domaines qui sont nouveaux ou qui font l'objet d'un regain d'attention dans la résolution récemment approuvée sur l'Examen quadriennal complet de 2020.

A. FINANCEMENT DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES DE LA FAO EN FAVEUR DU DÉVELOPPEMENT

Relever les défis de la pandémie de covid-19

4. En 2020, la FAO a consacré des efforts sans précédent pour aider les Membres à relever les défis posés par la pandémie de covid-19, et à tiré parti de son rôle d'acteur multilatéral unique pour analyser les liens critiques qui existent entre la santé, le commerce, les finances et le développement économique et social. En juillet 2020, dans le cadre des efforts déployés par l'ONU pour faire face durablement à la pandémie de covid-19, l'Organisation a lancé un programme de grande envergure

¹ Résolutions 59/250 (Examen triennal complet 2004), 62/208 (Examen triennal complet 2007), 67/226 (Examen quadriennal complet 2012), 71/243 (Examen quadriennal complet 2016), 75/233 (Examen quadriennal complet 2020).

² C 2007/17; C 2009/14; C 2011/26; C 2013/28; C 2015/29; C 2017/17; C 2019/26.

pour contrer ses effets, à savoir le Programme FAO d'intervention et de redressement dans le contexte de la covid-19. Ce programme est conçu pour faire face de manière proactive et durable aux incidences socioéconomiques de la pandémie du point de vue de la sécurité alimentaire et de la nutrition. La FAO a défini sept grands domaines d'action prioritaires³: a) le plan d'intervention humanitaire mondial; b) les données au service de la prise de décisions; c) l'inclusion économique et la protection sociale pour réduire la pauvreté; d) les normes relatives au commerce et à la sécurité sanitaire des aliments; e) le renforcement de la résilience des petits exploitants pour les aider à se relever; f) la prévention de la prochaine pandémie zoonotique et g) la transformation des systèmes alimentaires.

5. Jusqu'à présent, le Programme FAO d'intervention et de redressement dans le contexte de la covid-19 a suscité environ 231 millions d'USD d'approbations et d'annonces de contributions, soit environ 18 pour cent de l'appel total au 15 janvier 2021.

Diversification et amélioration de la base des donateurs
[Paragraphe 35 de la résolution 71/243 de l'Assemblée générale]

6. En 2020, la FAO a mobilisé un total de 1,285 milliard d'USD de contributions volontaires, ce qui représente une augmentation de 14 pour cent par rapport à la moyenne de la même période de 2016 à 2019.

7. Les Membres de la FAO ont versé 61 pour cent de toutes les contributions volontaires en 2020. Les organismes de l'ONU ont contribué à hauteur de 13 pour cent tandis que les partenaires des fonds verticaux ont versé 19 pour cent des contributions. Les pays à revenu élevé ont représenté environ 54 pour cent des contributions totales, les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure 3 pour cent, tandis que les pays à revenu faible et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure ont représenté chacun 2 pour cent des contributions. Les projets d'urgence ont obtenu 47 pour cent de toutes les ressources mobilisées en 2020 tandis que les 53 pour cent restants étaient consacrés à des projets de développement.

8. En 2020, la FAO a attiré 20 nouveaux partenaires fournisseurs de ressources par rapport à la période 2008-2019. La plupart des nouvelles contributions proviennent de partenaires fournisseurs de ressources qui ne font pas partie du Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

9. En 2020, les montants approuvés proviennent principalement des contributions du Chili, de la Somalie et du Yémen, qui ont représenté à eux trois 18 pour cent du financement total. La FAO a considérablement accru sa participation aux instruments financiers liés au climat. Au Chili, par exemple, le Fonds vert pour le climat était le principal partenaire fournisseur de ressources.

10. Les projets mondiaux et interrégionaux ont mobilisé un total de 458 millions d'USD. Combiné aux trois principaux bénéficiaires, ce montant a représenté 54 pour cent de toutes les contributions volontaires de cette année.

11. Suite à la refonte et à l'amélioration du mécanisme de financement souple et du Fonds fiduciaire africain de solidarité au cours des trois dernières années, la FAO a constaté que ses partenaires fournisseurs de ressources envisageaient de plus en plus de contribuer à ces mécanismes. Par exemple, la base de partenaires fournisseurs de ressources du mécanisme s'est élargie, passant de quatre en 2018 à neuf en 2020, et un total de 57 millions d'USD a été mobilisé pour la nouvelle phase de cet instrument (2018-2021), en décembre 2020.

12. En résumé, malgré les défis sans précédent posés par la pandémie de covid-19, la FAO a tout de même réussi à mobiliser 1,285 milliard d'USD de contributions volontaires en 2020. Toujours en 2020, on a assisté à une augmentation des contributions du Fonds vert pour le climat, qui ont atteint le niveau le plus élevé, soit 211 millions d'USD, toutes destinées à des activités liées au développement. Les États-Unis d'Amérique ont été le deuxième plus gros contributeur de la FAO, avec 158 millions d'USD (dont 95 pour cent ont été consacrés à des projets d'urgence), suivis par l'Union européenne, avec 122 millions d'USD (dont 54 pour cent pour des projets d'urgence). Ces trois principaux

³ <http://www.fao.org/3/ne124fr/ne124fr.pdf>.

partenaires fournisseurs de ressources ont représenté 38 pour cent de toutes les contributions volontaires en 2020. Le quatrième partenaire principal de la FAO en 2020 est l'Allemagne, qui a versé 88 millions d'USD pour des interventions d'urgence contre le criquet pèlerin en Éthiopie et la lutte contre les effets de la covid-19 en Afghanistan.

13. Les investissements mobilisés dans le cadre des accords de partenariat existants avec la FAO (par exemple, la Banque mondiale, le Fonds international pour l'agriculture (FIDA), la Banque africaine de développement (BAD), le Programme mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire) ont augmenté en 2020 malgré la crise sanitaire, pour atteindre 6,6 milliards d'USD contre 5,7 milliards d'USD. La coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire se sont également renforcées grâce aux contributions de la Chine, de la République de Corée et de la Turquie. Le portefeuille actuel de ces deux coopérations comprend des protocoles d'accord avec un large éventail d'institutions.

B. AMÉLIORATION DU FONCTIONNEMENT DU SYSTÈME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT ET PARTICIPATION DE LA FAO AUX MÉCANISMES DE COORDINATION DU SYSTÈME DES NATIONS UNIES

*Le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable et les cadres de programmation par pays de la FAO
[Paragaphes 39, 48 et 50 de la résolution 71/243 de l'Assemblée générale]*

14. En 2019, la FAO a actualisé les directives relatives à ses cadres de programmation par pays (CPP) de sorte que cet instrument servant à la planification et à la programmation au niveau des pays soit pleinement fondé sur le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable (le Plan-cadre de coopération), conformément aux exigences de la réforme du système des Nations Unies pour le développement.

15. La FAO est en train de réviser ses directives relatives aux CPP afin d'intégrer les nouveaux éléments de l'ensemble des mesures d'accompagnement du Plan-cadre de coopération, publié en 2020⁴, et d'évaluer les conséquences et les ajustements nécessaires aux orientations du Plan à moyen terme (PMT) 2022-2025 de l'Organisation.

16. Les représentants de la FAO participent activement à l'analyse commune de pays et à la formulation de la théorie du changement du Plan-cadre de coopération afin d'inclure l'avantage comparatif de l'Organisation dans le cadre de l'offre collective de l'ONU et de faciliter l'harmonisation entre le Plan-cadre de coopération et le CPP. Ils contribuent ainsi à la réalisation des priorités gouvernementales et des cibles pertinentes des ODD à l'appui du Programme 2030.

17. En 2019-2020, la FAO a largement contribué aux 26 nouveaux cadres de coopération de l'ONU.

18. La FAO a également été très active dans le renforcement des capacités des bureaux décentralisés et, en étroite collaboration avec l'École des cadres du système des Nations Unies, a organisé en 2020 et 2021 des formations personnalisées en mode virtuel et présentiel sur la formulation du Plan-cadre de coopération et du CPP qui en découle. Ces formations ont ciblé 112 fonctionnaires de la FAO provenant de 85 bureaux de pays et de cinq bureaux régionaux.

19. En avril 2021, afin de faciliter la contribution de la FAO à l'analyse commune de pays, un nouvel outil de profil de pays a été lancé pour aider tous les bureaux décentralisés à accéder facilement aux données et indicateurs clés au niveau national provenant de différents domaines de la FAO.

⁴ Voir le document Stratégie de la FAO concernant le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et le repositionnement du système des Nations Unies pour le développement, <http://www.fao.org/3/nb929fr/nb929fr.pdf>.

Renforcer les procédures de programmation conjointes
[Paragraphe 50 de la résolution 71/243 de l'Assemblée générale]

20. La FAO souscrit pleinement à l'appel lancé dans le cadre de l'Examen quadriennal complet en faveur du renforcement des procédures de programmation conjointes. En 2020, la FAO était la quatrième institution de l'ONU en termes de participation aux programmes conjoints de l'Organisation (114). Environ 13 pour cent des «ressources non essentielles pour le développement» de la FAO ont été allouées en 2019 aux activités conjointes.

21. D'après les données du Système d'information sur la gestion du Programme de terrain de l'Organisation), les fonds communs interinstitutions (destinés à des programmes conjoints mis en œuvre par la FAO avec une ou plusieurs autres entités de l'ONU) représentaient 9 pour cent des ressources non essentielles de l'Organisation en 2020. Ce montant passe à 12 pour cent si l'on inclut les fonds reçus des organismes de l'ONU pour faciliter la mise en œuvre de projets par la FAO.

22. La mise en œuvre des programmes conjoints par l'intermédiaire de mécanismes de mutualisation du financement est encouragée au titre du Plan-cadre de coopération. En outre, afin d'accroître et d'améliorer la participation de la FAO, le manuel de l'Organisation sur le cycle de projet comprend une annexe consacrée aux programmes conjoints de l'ONU. La FAO participe également aux efforts interinstitutions en cours menés par le Groupe des Nations Unies pour le développement durable pour rationaliser et optimiser les directives à l'échelle du système des Nations Unies sur les programmes conjoints, ce qui permet de disposer d'une plus grande flexibilité pour atteindre les objectifs fixés dans le pacte de financement.

23. Le manuel sur le cycle de projet de la FAO a également été mis à jour en 2019, conformément à la résolution 72/279 de l'Assemblée générale sur le repositionnement du système des Nations Unies pour le développement. La résolution comprend une formule de financement pour le système des coordonnateurs résidents, fondée notamment sur une redevance de 1 pour cent à retenir à la source, «sur la contribution de tierces parties aux ressources autres que les ressources de base affectées selon de stricts critères aux activités connexes de développement des Nations Unies». La redevance vise également à encourager les partenaires fournisseurs de ressources à allouer des fonds plus prévisibles, plus durables et moins affectés à des activités de développement qui en seront exemptées.

24. À l'heure actuelle, la FAO applique systématiquement la redevance de 1 pour cent aux projets financés par des fonds fiduciaires, conformément aux directives publiées par le Groupe interinstitutions du contrôle de la gestion fiduciaire de l'ONU.

Participation à la coordination du système des Nations Unies et
système des coordonnateurs résidents
[Paragaphes 49, 50 et 53 à 57 de la résolution 71/243 de l'Assemblée générale]

25. La FAO est pleinement résolue à réaliser les objectifs du repositionnement du système des Nations Unies pour le développement, qui visent à réduire les doubles emplois et les inefficacités et à intensifier la collaboration interinstitutions à tous les niveaux afin d'améliorer l'alignement sur les priorités nationales.

26. Cinquième plus grand contributeur au système des coordonnateurs résidents parmi les 19 entités de l'ONU, la FAO participe activement au Groupe des Nations Unies pour le développement durable tel qu'il a été repositionné, à son groupe principal et à 11 équipes spéciales thématiques.

27. En 2021, la FAO a contribué à hauteur de 4,7 millions d'USD de son budget de base au régime de partage des coûts afférents à ce Groupe et au système des coordonnateurs résidents. En 2020, la FAO a également versé 306 335 USD au système des coordonnateurs résidents au titre du mécanisme de redevance de 1 pour cent.

28. Au niveau national, le renforcement et l'autonomisation du système des coordonnateurs résidents de l'ONU ont offert à la FAO de nouvelles possibilités de fournir un appui plus cohérent et intégré aux gouvernements nationaux en matière de politique générale. La FAO apprécie le rôle de

chef de file des coordonnateurs résidents dans le système redynamisé des Nations Unies pour le développement et compte sur l'impartialité et l'autonomisation de ces derniers pour défendre plus systématiquement son mandat et assurer la meilleure utilisation possible de ses connaissances et de ses compétences mondiales. La FAO a également commencé à apporter son expertise en matière de plateformes régionales de collaboration et de coalitions thématiques.

29. L'Organisation est en totale conformité avec la mise en œuvre des différents piliers du cadre de gestion et de responsabilité au niveau national.

30. La modification de l'outil d'évaluation de la performance (PEMS) pour les représentants de pays de la FAO intègre une double ligne hiérarchique concernant les résultats conjoints et les indicateurs spécifiques de l'équipe de pays des Nations Unies (depuis janvier 2020), sachant qu'au moins un indicateur de performance est lié à l'équipe de pays des Nations Unies. À ce jour, la FAO fait partie des 13 entités de l'ONU qui ont déjà procédé à cette modification. La FAO se félicite du système multi-évaluateurs des résultats des coordonnateurs résidents mis à l'essai par les chefs de secrétariat des équipes de pays des Nations Unies en 2020, et attend avec intérêt son perfectionnement.

*Des partenariats nationaux, régionaux et mondiaux novateurs et axés sur les résultats
[Paragraphes 21.d, 22.d et 37 de la résolution 71/243 de l'Assemblée générale]*

31. Afin de contribuer à une plus grande harmonisation de l'application de la diligence raisonnable entre les organismes de l'ONU, le groupe de travail sur les partenariats du Groupe des Nations Unies pour le développement durable a organisé une série de séminaires entre février et mars 2021. Les organismes et bureaux de terrain de l'ONU, ainsi que le Bureau de la coordination des activités de développement et les bureaux des coordonnateurs résidents, ont participé à plusieurs réunions virtuelles au cours desquelles les participants ont échangé les meilleures pratiques, les enseignements à tirer et les défis auxquels ces organismes sont confrontés sur le plan de la diligence raisonnable. Il s'agissait notamment de faire progresser l'Approche commune aux entités membres du Groupe des Nations Unies pour le développement durable en matière de recherche prospective et d'exercice du devoir de diligence dans le cadre des partenariats avec le secteur privé (appelée Approche commune en matière d'exercice du devoir de diligence). La FAO a participé activement et contribué à la rédaction de l'ensemble des recommandations mettant en évidence les meilleures pratiques, les défis, les enseignements à tirer et les possibilités concernant le renforcement de la capacité de l'Approche commune en matière d'exercice du devoir de diligence et la mise au point d'une plateforme commune en ligne. Les recommandations ont été partagées avec le Groupe des Nations Unies pour le développement durable.

32. Ces travaux ont aidé la FAO à affiner son approche de la diligence raisonnable dans le cadre de la nouvelle Stratégie de la FAO relative à la mobilisation du secteur privé 2021-2025.

*Simplification et harmonisation des pratiques opérationnelles
[Paragraphes 61 à 67 de la résolution 71/243 de l'Assemblée générale]*

Regroupement des activités opérationnelles au niveau national

33. Les résolutions de l'Examen quadriennal complet encouragent les entités à appliquer le programme de l'ONU en matière d'efficacité, notamment en recherchant comment éviter certains coûts et en recensant les améliorations possibles de la qualité. Elles leur recommandent en particulier de regrouper des activités opérationnelles dans les pays en mettant l'accent sur l'établissement de stratégies relatives aux pratiques opérationnelles, de services administratifs partagés, de locaux communs et de centres de services communs mondiaux. À cet effet, trois éléments «facilitateurs» ont été mis en place, à savoir la déclaration de reconnaissance mutuelle (signée par la FAO le 19 août 2019), les principes d'établissement des coûts et des prix (signés par la FAO le 25 juillet 2020) et les principes de satisfaction des clients (signés par la FAO le 25 juillet 2020). Entre 2019 et

2020, la participation de la FAO à ce processus a permis d'éviter des coûts récurrents pour un montant total de 4,2 millions d'USD par an. Afin de mieux contribuer à l'effort global de l'ONU coordonné par le Bureau de la coordination des activités de développement, la FAO a désigné une division chef de file au Siège et créé un réseau de points focaux dans les bureaux régionaux pour aider les bureaux de pays à participer aux processus menés au niveau national. À la fin du mois de février 2020, 150 collègues de la FAO au Siège et dans les bureaux décentralisés se sont inscrits au cours de certification BOS 2.0 Practitioner.

34. En février 2020, un projet interne spécial a été lancé pour que les trois «facilitateurs» susmentionnés soient pris en compte au niveau des politiques et procédures administratives de la FAO, afin d'éliminer tout obstacle institutionnel au regroupement des activités de l'ONU dans le Manuel administratif de la FAO. À cet égard, l'accent était mis sur i) l'examen et la révision des politiques, procédures, directives et outils administratifs, ii) les analyses coûts-avantages, y compris l'établissement de niveaux de référence et d'objectifs quantitatifs, iii) le suivi des progrès au Siège et dans les bureaux décentralisés et iv) l'établissement de rapports annuels sur l'incidence de la contribution de la FAO au programme de l'ONU en matière d'efficacité, qu'il s'agisse des parties prenantes internes ou externes. Entre-temps, la participation de la FAO aux processus de regroupement des activités dans les pays a pris de l'ampleur et a abouti jusqu'à présent à la signature de 114 stratégies relatives aux pratiques opérationnelles. On note que le processus est déjà en train de franchir une étape supplémentaire dans 12 pays concernés grâce à la mise en place de services administratifs communs.

Locaux communs

35. L'établissement de «locaux communs» est un défi pour la FAO car la majorité de ses bureaux dans le monde sont actuellement mis à disposition par les gouvernements à titre gracieux, conformément aux Accords avec les pays hôtes. En outre, des contributions annuelles en espèces sont également versées par le gouvernement hôte pour les frais de fonctionnement des locaux. Hormis les considérations budgétaires, les arrangements actuels permettent à l'Organisation de travailler au plus près du personnel de ses interlocuteurs nationaux. Par conséquent, la FAO continue de suivre une approche pragmatique et axée sur l'aspect opérationnel, qui repose sur l'idée qu'il ne peut exister de solution unique pour ce qui est des services d'appui ou des locaux communs, tout en étant consciente que les Membres ont clairement indiqué qu'il convenait d'éviter les coûts supplémentaires. Néanmoins, la FAO partage des locaux communs dans plusieurs pays.

C. AUTRES DOMAINES DE MISE EN ŒUVRE DE L'EXAMEN QUADRIENNAL COMPLET INTÉRESSANT LA FAO

Amélioration des données et des statistiques au niveau national [Paragraphe 18.c de la résolution 71/243 de l'Assemblée générale]

36. Le nouveau modèle de la FAO de renforcement des capacités statistiques, décrit dans le rapport de l'Organisation à la Commission statistique de l'ONU 2020 sur l'évolution récente des statistiques agricoles et rurales, s'appuie sur l'établissement d'une série de partenariats et d'initiatives conjointes. Ce nouveau modèle consiste en une approche intégrée du renforcement des capacités statistiques, mise en œuvre dans le cadre de trois initiatives complémentaires qui ciblent les aspects clés du cycle de production des données et les besoins de renforcement statistique propres à chaque pays.

37. La première initiative est le programme-cadre sur la mesure des données relatives aux ODD, qui vise à aider les pays à adopter, produire, diffuser et utiliser des indicateurs relatifs aux ODD liés à l'alimentation et à l'agriculture.

38. La deuxième est l'«Initiative 50x2030 destinée à combler les lacunes en matière de données agricoles», qui a pour but de faciliter, tant sur le plan technique que financier, l'utilisation d'enquêtes intégrées sur l'agriculture (AGRIS). Or celles-ci jouent un rôle déterminant dans la collecte de données relatives à un certain nombre d'indicateurs liés à l'agriculture (beaucoup sont relativement

nouveaux) que les pays adoptent lentement et qui souffrent donc de graves lacunes sur le plan des données. Cette initiative a pour objectif d'aider 50 pays en développement à adopter ce type d'enquêtes agricoles intégrées d'ici à 2030.

39. Le troisième pilier de la stratégie intégrée de la FAO de renforcement des capacités est le plan d'action concernant la deuxième phase (2020-2025) de la Stratégie mondiale pour l'amélioration des statistiques agricoles et rurales. La mise en œuvre du plan d'action facilitera l'utilisation des outils et méthodologies novateurs mis au point au cours de la première phase, et créera les conditions favorables à l'amélioration des statistiques agricoles et rurales ainsi que d'autres programmes de renforcement des capacités de la FAO au niveau national.

*Participation à des évaluations conjointes et renforcement
des fonctions d'évaluation nationales
[Paragraphe 32 de la résolution 71/243 de l'Assemblée générale]*

40. En 2020, la FAO a renforcé sa participation aux évaluations conjointes, notamment en raison de la pandémie de covid-19 qui est un défi mondial nécessitant une riposte concertée et une augmentation connexe du travail humanitaire.

41. Dans les premiers jours de la pandémie (mai 2020), le personnel de la FAO a joué un rôle de premier plan dans l'élaboration d'une note sur les enseignements de l'évaluation, dirigée par la coalition mondiale pour l'évaluation de la covid-19 (<http://www.covid19-evaluation-coalition.org>), des effets du coronavirus sur la sécurité alimentaire. Il a également coordonné une synthèse rapide de l'évaluation avec le Fonds international de développement agricole (FIDA), l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) et le Programme alimentaire mondial (PAM), dans le cadre du Groupe des Nations Unies pour l'évaluation (www.unevaluation.org/document/detail/2955, mars 2021).

42. La FAO fait partie du Groupe de pilotage des évaluations humanitaires interinstitutions de l'ONU et a contribué aux évaluations communes de l'égalité femmes-hommes et de l'autonomisation des femmes et des filles, des interventions engagées après le passage du cyclone Idai au Mozambique (2020) et des interventions pour lutter contre le phénomène El Nino en Éthiopie (2019, interagencystandingcommittee.org).

43. En 2020, la FAO, conjointement avec le PAM et le FIDA, a lancé une évaluation approfondie de la collaboration entre les organismes ayant leur siège à Rome, qui couvrira les niveaux national, régional et mondial et éclairera la gouvernance des trois organismes ainsi que la réforme du système des Nations Unies. La FAO a également lancé un groupe d'évaluations en collaboration avec plusieurs autres partenaires d'exécution (Organisation internationale du Travail [OIT], Organisation internationale pour les migrations [OIM], Programme des Nations Unies pour le développement [PNUD], ONU Femmes et PAM). Ces évaluations seront achevées en 2021.

44. Enfin, la FAO a redoublé d'efforts pour promouvoir les capacités nationales d'évaluation et évaluer les résultats des politiques et programmes nationaux à l'horizon 2030. Elle a notamment fourni un soutien actif à la communauté de pratique *EvalForward* (www.evalforward.org), lancée en 2018 en collaboration avec le FIDA, le PAM et le CGIAR. Cette communauté, qui compte plus de 900 membres dans 103 pays, continue de renforcer les capacités d'évaluation des pays en développement.

Complémentarité entre interventions humanitaires et activités de développement
[Paragraphe 57.h de la résolution 71/243 de l'Assemblée générale]

45. Dans le cadre de son programme relatif aux interventions d'urgence et à la résilience, les travaux de la FAO sur les mesures anticipées⁵ ont apporté une contribution concrète au renforcement du lien entre l'aide humanitaire et le développement. Avec des partenaires aussi solides que le PAM, la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, le Réseau Start et le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, la FAO fait partie des organismes qui dirigent les efforts déployés aux niveaux national et mondial pour transposer à une plus grande échelle les approches intégrant des mesures préventives visant à prévenir et à réduire les crises alimentaires.

46. La FAO collabore avec des partenaires et des gouvernements de plus de 40 pays à haut risque pour intégrer une approche préventive dans les cadres nationaux de gestion des risques de catastrophe. Depuis 2016, la FAO et ses partenaires ont mis en œuvre des mesures préventives pour protéger les moyens de subsistance de plus de 90 000 ménages agricoles et d'éleveurs vulnérables dans des pays à haut risque en Afrique, en Amérique latine et en Asie.

47. L'Organisation est membre du Comité permanent interorganisations. En 2020, elle a piloté et/ou contribué à divers produits du Comité visant à renforcer la collaboration en matière d'aide humanitaire et de développement et sa contribution à la paix.

48. Le Réseau mondial contre les crises alimentaires a été lancé en 2016 par l'Union européenne, la FAO et le PAM pour promouvoir des solutions durables en matière d'alimentation. En janvier 2020, la FAO et le PAM ont élaboré, dans le cadre du Réseau mondial, la septième édition de «Surveillance de la sécurité alimentaire dans les pays en situation de conflit», qui fournit aux membres du Conseil de sécurité de l'ONU un aperçu de l'insécurité alimentaire aiguë dans les pays et territoires touchés par un conflit et l'insécurité. En avril 2020, dans le cadre du Réseau mondial, la FAO, en collaboration avec le PAM, a élaboré et lancé le Rapport mondial sur les crises alimentaires 2020. Une mise à jour semestrielle du rapport mondial et une note technique sur la pandémie de covid-19 et les crises alimentaires ont été publiées en septembre 2020. Elles présentent les dernières estimations sur l'insécurité alimentaire aiguë en période de pandémie à coronavirus. Ont été publiées, en outre, deux éditions de l'analyse de l'alerte rapide FAO-PAM sur les zones critiques pour l'insécurité alimentaire aiguë (juillet et octobre). Elles présentent une évaluation prospective de la situation et mettent en évidence les pays qui risquent de subir une grave détérioration de la sécurité alimentaire.

**D. TENDANCES NOUVELLES QUI RESSORTENT
DU NOUVEL EXAMEN QUADRIENNAL DE 2020**

49. En décembre 2020, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la résolution [75/233](#) sur l'Examen quadriennal complet des activités opérationnelles du système des Nations Unies pour le développement. Ce document, qui fournit des orientations à ce système pour 2021-2024, s'appuie sur les conclusions du Sommet de 2019 consacré aux ODD et met un accent sans précédent sur la nécessité d'aider les Membres pour qu'ils progressent plus rapidement vers les ODD. Il comprend cinq thèmes principaux: a) repositionner le système des Nations Unies pour le développement et transposer à plus grande échelle certains éléments de sa réforme; b) aider les pays à se relancer durablement et de façon inclusive après la pandémie de covid-19; c) ne laisser personne de côté; d) mobiliser des fonds et d'autres moyens d'exécution; e) adapter les travaux de l'ONU aux différents contextes opérationnels.

⁵ Les mesures anticipées sont des interventions de gestion des risques de catastrophe à court terme qui sont mises en œuvre pendant le laps de temps critique qui s'écoule entre le déclenchement de l'alerte précoce et le moment où la catastrophe survient effectivement.

50. La résolution récemment approuvée comprend plusieurs domaines qui sont nouveaux, font l'objet d'un regain d'attention et coïncident avec des domaines d'activité sur lesquels la FAO accorde déjà une attention accrue⁶ et qui consistent à:

- Recenser de nouveaux moyens d'assurer une participation pleine, structurée et durable des jeunes; accélérer la mise en œuvre de la Stratégie des Nations Unies pour l'inclusion du handicap⁷.
- Dans le contexte de la pandémie de covid-19: a) mieux reconstruire pour assurer une reprise durable, inclusive et résiliente; b) se concentrer sur les plus pauvres, coopérer avec les pays pour mettre en œuvre, de toute urgence, des solutions durables et catalyser les partenariats en tirant parti des technologies numériques; c) accorder une attention particulière aux défis spécifiques des pays en développement; d) analyser les enseignements tirés des plans de lutte contre la pandémie aux niveaux national, régional et mondial pour mieux se préparer et fournir une assistance pour d'éventuels chocs futurs, notamment en collectant des informations sur les risques et en utilisant des systèmes d'alerte rapide.
- Intégrer une approche qui tient compte davantage du climat et de l'environnement dans les programmes et les plans stratégiques.
- Renforcer la fourniture de conseils stratégiques intégrés et l'appui aux programmes, l'assistance technique, le soutien des activités normatives, et la coopération dans les domaines de la science, de la technologie et de l'innovation.
- Collecter et analyser des données.

51. La résolution, qui aborde également les droits de l'homme, le lien entre l'aide humanitaire et le développement et sa contribution à la paix ainsi que l'égalité femmes-hommes, inclut de nouveaux éléments favorisant la mise en place d'un environnement favorable, notamment:

- L'inclusion numérique: l'Assemblée générale prend note de la feuille de route du Secrétaire général pour la coopération numérique et reconnaît que les technologies numériques peuvent être des catalyseurs essentiels du développement durable. Elle encourage la coopération entre le système des Nations Unies pour le développement et les pays visés par le programme pour améliorer l'inclusion numérique.
- La transparence: l'Assemblée générale se félicite de la création et de la mise en service d'un portail en ligne qui présente en temps réel les contributions et les dépenses liées au système revitalisé des coordonnateurs résidents, et demande instamment que le portail du Fonds d'affectation spéciale continue d'être amélioré.
- L'éthique: l'Assemblée générale invite le système des Nations Unies pour le développement à poursuivre ses efforts et à se concentrer sur la prévention et l'adoption de mesures immédiates en matière d'exploitation, d'abus sexuels et de harcèlement sexuel, et à continuer de mettre en œuvre la politique de tolérance zéro du Secrétaire général en matière d'exploitation et d'abus sexuels.

⁶ Cadre stratégique de la FAO 2022-2031 (www.fao.org/3/ne577fr/ne577fr.pdf), Plan à moyen terme 2022-2025 et Programme de travail et budget 2022-2023 (www.fao.org/3/ne576fr/ne576fr.pdf).

⁷ https://www.un.org/fr/content/disabilitystrategy/assets/documentation/UN_Disability_Inclusion_Strategy_french.pdf.